



COMMISSION EUROPÉENNE

DG Concurrence  
Directeur Général adjoint

Bruxelles, le 25 mars 2002  
D(2002)

Séminaire régional  
sur la politique de concurrence et les négociations multilatérales

Tunis, 28-29 mars 2002

**Le rôle accru de la politique de la concurrence dans la relance du partenariat euro-méditerranéen et dans la coopération multilatérale**

Jean-François PONS  
Directeur Général Adjoint  
DG Concurrence - Commission Européenne

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En avril 1998, j'ai eu la chance de participer à une conférence internationale ici à Tunis sur le droit et la politique de la concurrence. Cette conférence, qui était la première du genre sur la rive Sud de la Méditerranée, avait permis des échanges de vues et d'expériences dans le but d'aider au développement d'une politique efficace de la concurrence en Tunisie et dans les pays voisins liés à l'Union Européenne par les accords euro-méditerranéens qui venaient d'être signés.

J'ai eu le plaisir de participer à une conférence similaire à Casablanca en juillet 2000, à l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi marocaine en matière de concurrence.<sup>1</sup>

Je suis aujourd'hui très heureux de participer à nouveau à Tunis, quatre ans après, à ce séminaire concernant la concurrence et les négociations multilatérales et vous offrir quelques réflexions sur le rôle de la politique de la concurrence dans le cadre de nos relations euro-méditerranéennes. Notre conférence est aussi l'occasion de faire le point sur la politique de concurrence en Tunisie et dans les pays voisins, ainsi que de réfléchir ensemble à la mise en œuvre de l'accord de l'OMC à Doha sur la concurrence, ainsi qu'à l'établissement en cours d'un Réseau International de la Concurrence, ouvert sur une base volontaire et pragmatique à toutes les autorités de concurrence dans le monde.

C'est pourquoi je remercie vivement les organisateurs - la CNUCED et le gouvernement tunisien - de cette invitation à cette conférence qui arrive à un moment extrêmement opportun pour la coopération multilatérale dans le domaine de la concurrence. Comme ils me l'ont demandé, je débiterai mon intervention sur les accords euro-méditerranéens et sur l'importance d'accroître la coopération entre l'Union Européenne et les pays de la rive Sud de la Méditerranée dans le domaine de la politique de la concurrence, avant de dire quelques mots sur le nouveau cadre multilatéral: OMC et Réseau International.

\* \* \*

## **I. Les accords Euro-méditerranéens et la politique de concurrence.**

- 1°) Depuis 1995, grâce au processus de Barcelone, l'Union Européenne est engagée avec les pays partenaires méditerranéens dans la construction d'une zone de prospérité et stabilité partagée. Les accords d'association qui ont été négociés aménagent une période de transition d'environ 10 ans pour se préparer ensemble à une zone de libre échange. Ces accords d'association contiennent des engagements précis concernant la liberté des transactions courantes, les règles sur la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, l'encouragement des mouvements d'investissement et la libéralisation des marchés publics.

---

<sup>1</sup> Cf. "Accords euro-méditerranéens et concurrence : une réponse aux problèmes de développement et de mondialisation", in Competition Policy Newsletter, 2000 Number 3 October.

Il y a environ 15 mois la commission Européenne lançait un programme en vue d'encourager le processus de Barcelone<sup>2</sup>. Le dialogue politique a été relancé sur des sujets importants comme la Gouvernance en dépit d'un contexte politique régional difficile. L'Union Européenne et la région méditerranéenne sont désormais plus proches de l'objectif d'une zone euro-méditerranéenne de libre échange à l'horizon 2010.

Nous sommes prêts de l'achèvement du réseau d'accords d'association. Ainsi les accords du Maroc<sup>3</sup>, de la Tunisie<sup>4</sup>, d'Israël<sup>5</sup>, Chypre et Malte sont en vigueur, celui de la Jordanie<sup>6</sup> le sera prochainement. L'accord avec l'Egypte<sup>7</sup> a été signé en juin 2001, l'accord avec l'Algérie<sup>8</sup> a été paraphé en décembre 2001 et celui du Liban en janvier 2002. Il reste à conclure les négociations avec la Syrie. L'Union Européenne dispose déjà d'une union douanière avec la Turquie et d'un accord intérimaire de coopération avec l'autorité de la Palestine<sup>9</sup>.

Lors de la dernière Conférence ministérielle euro-méditerranéenne des Ministres du Commerce le 19 mars à Toledo, un nouvel élan a été donné pour l'établissement de la zone euro-méditerranéenne de libre échange. Il a été décidé de tenir des réunions annuelles et de continuer les efforts pour libéraliser le commerce et les services. Une autre Conférence ministérielle euro-méditerranéenne des Ministres des Affaires Extérieures est prévue les 22 et 23 avril à Valence.

- 2°) La politique de concurrence est présente dans tous ces Accords euro-méditerranéens. Elle doit contribuer à renforcer les relations économiques et éviter que les restrictions de concurrence puissent affecter les relations commerciales. Surtout, elle doit permettre - à l'intérieur des pays riverains de la Méditerranée - d'insuffler plus de dynamisme économique en luttant contre les cartels, les abus de position dominante et les monopoles et de bénéficier en priorité aux consommateurs et aux p.m.e. les plus innovantes, contribuant ainsi à la croissance économique et à la création d'emplois.

C'est pourquoi les Accords euro-méditerranéens considèrent comme incompatibles les accords et les pratiques concertés entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, ainsi que l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante.

---

<sup>2</sup> COM 2000/497

<sup>3</sup> JO n° L 70 du 18.3.2000, articles 36 à 41

<sup>4</sup> JO n° L 97 du 30.3.1997, articles 36 à 41

<sup>5</sup> JO n° L 147 du 21.6.2000, articles 36 à 38

<sup>6</sup> Articles 53 à 58 COM(1997)554 final

<sup>7</sup> Articles 35 à 39 COM(2001)184 final

<sup>8</sup> Articles 41 à 43 COM(2002) 157

<sup>9</sup> JO n° L 187 du 16.7.1997, articles 33 et 34

## **II. La coopération dans la mise en œuvre des accords euro-méditerranéens.**

- 1°) La coopération administrative entre partenaires est envisagée dans les accords euro-méditerranéens pour faciliter la mise en œuvre de législations de concurrence et les échanges d'information. La plupart de nos partenaires méditerranéens disposent déjà d'une loi de concurrence, mais nous avons le sentiment (sans être complètement informés) que l'application de ces règles n'a pas toute la vigueur nécessaire. Nous sommes prêts à assister les autorités de ces pays, si elles le souhaitent, pour assurer l'application vigoureuse des règles.

Tous les accords prévoient, après l'entrée en vigueur de l'Accord, la possibilité de définir des modalités ou des mécanismes de coopération entre les autorités de concurrence des Parties. C'est la nouvelle étape que nous devons prochainement discuter ensemble afin de faire jouer un rôle accru à la politique de concurrence.

- 2°) Nous considérons en particulier qu'il faut renforcer la politique de concurrence au niveau de l'application pratique, c'est-à-dire asseoir le professionnalisme des autorités de concurrence, renforcer leurs prérogatives et donner des moyens administratifs et des ressources budgétaires adéquates, afin que ces autorités puissent prendre des décisions et parfois même des décisions assorties de sanctions, seul moyen de mener une politique efficace, parce que dissuasive. Le moment est donc sans doute venu ensemble de faire un bilan de l'application des règles de concurrence en Tunisie et dans les pays voisins et de voir comment nous pouvons renforcer cette politique.

La Commission Européenne se propose de rapprocher les partenaires méditerranéens vers une coopération multilatérale dans le cadre du programme "les instruments et mécanismes du marché euro-méditerranéen: le Partenariat euro-méditerranéen et le Marché unique", deux ateliers concernant la politique de concurrence sont prévus mais nous ne connaissons pas encore les dates de ces événements. Cette action pourrait permettre l'échange d'expérience entre tous les partenaires méditerranéens.

## **III. La politique de concurrence au sein de la CNUCED, de l'OMC et du Réseau International de Concurrence.**

- 1°) La coopération multilatérale en matière de politique de concurrence se fait aussi dans un cadre multilatéral plus large tel que la CNUCED, qui est à l'origine, avec le gouvernement tunisien, de ce séminaire, et dont je salue les efforts dans les différentes régions du monde d'associer concurrence et développement.

En 2001, deux événements très importants ont pris place dans ce domaine:

- 2°) Comme vous le savez, l'avenir d'une réglementation multilatérale de l'OMC dans le domaine de la concurrence a été débattu lors de la Quatrième Conférence Ministérielle qui a eu lieu en novembre de l'année dernière, à Doha capitale du Qatar, où Pascal Lamy était le négociateur de l'Union Européenne. La Déclaration adoptée à Doha, en ce qui concerne la concurrence, témoigne de la reconnaissance par l'ensemble des membres de l'OMC, sans exception, de la nécessité de se doter

d'un cadre multilatéral, afin de renforcer la contribution de la concurrence au commerce international et au développement. A Doha, s'est donc dégagé un consensus général quant à l'utilité, pour l'OMC, de négocier et conclure un accord multilatéral dans le domaine des échanges et de la concurrence.

- 3°) Nous avons aussi imaginé avec les principales autorités de concurrence du monde, un autre moyen complémentaire à l'exercice mené dans le cadre de l'OMC, de promouvoir cette "culture de concurrence". Il s'agit du Réseau International de la Concurrence, organisation informelle composée d'autorités de la concurrence originaires des pays développés et en voie de développement, qui a pour objectif de susciter un consensus aussi large que possible, et un maximum de convergence sur les questions d'intérêt commun de la politique de concurrence, qu'il s'agisse de questions de procédure ou de fond. Ce réseau encourage la diffusion des expériences et des meilleures pratiques dans le domaine, assure la promotion du rôle de défenseur de la concurrence assumé par les autorités de concurrence, et cherche à faciliter la coopération internationale. Dans un premier temps, les efforts du Réseau porteront sur deux questions importantes: les processus de contrôle des fusions dans le contexte multi-juridictionnel, et le rôle de défenseur de la concurrence assumé par les autorités de concurrence. Cet agenda sera plus tard élargi à des thèmes considérés comme primordiaux pour les économies émergentes et en transition.

Je suis persuadé que le Réseau, du fait qu'il est composé principalement d'autorités de concurrence, permettra, grâce à la complémentarité de ses travaux avec ceux menés à l'OMC, à l'OCDE et à la CNUCED, d'intensifier les relations entre les autorités des pays développés et celles des pays en développement; il permettra également de mieux appréhender et de mieux comprendre la spécificité des questions de concurrence qui peuvent se poser dans les pays en développement et de contribuer à trouver des solutions adéquates. La première réunion officielle de ce Réseau aura lieu à Naples, à l'invitation de l'Autorité italienne de la Concurrence les 28 et 29 septembre.

\* \* \*

En conclusion, nous savons que la coopération se développe quand il y a des objectifs et des intérêts communs, comme c'est le cas entre l'Europe et les pays partenaires de la Méditerranée. Dans ce cadre, la Commission Européenne a deux convictions fortes:

- le développement de la politique de la concurrence doit stimuler le dynamisme, la compétitivité et la croissance de ces économies;
- pour parvenir à ce développement, la Commission est prête à appuyer les gouvernements et les autorités de concurrence dans le cadre euro-méditerranéen et dans le cadre multilatéral, qui vient d'être renforcé par l'accord de l'OMC à Doha et par la création d'un Réseau International de Concurrence.

Je vous remercie de votre attention.

\* \* \*